

Statement

Department of
External
Affairs



Discours

Ministère des
Affaires
extérieures

88/51

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

ALLOCUTION DU

TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LA FONDATION ASIE-PACIFIQUE

VANCOUVER

Le 22 octobre 1988

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Mesdames, Messieurs, distingués invités,

Je suis extrêmement heureux de me trouver ce soir parmi vous et de pouvoir vous parler un peu du passé, mais surtout de l'avenir, d'une région du monde que nombre d'entre vous connaissez très bien et avec laquelle, j'en suis convaincu, les Canadiens deviendront de plus en plus familiers et à l'aise. Cette région forme une petite partie de notre passé. Elle sera par contre une partie considérable de notre avenir.

Je veux parler de l'Asie. De l'Orient. De ce monde encore tellement évocateur. Je veux parler des commerçants et des comptoirs de Chine. Des célèbres Hongks et Taipans. Je veux parler de ce monde japonais, excessivement complexe et impénétrable, des Shoguns et des Samurais. Des Célèbes, de Ceylan et du Royaume de Siam. Des États princiers de l'Inde, des plantations sous la chaleur oppressante et de stations de villégiature à la fraîcheur des collines. Des images romantiques d'un passé dont trop de romans, trop de films, ont fait un mythe où se cachent pourtant des éléments de la réalité, certains reflets d'un segment de la mosaïque humaine, différent mais appartenant à une très grande culture. Par son or, ses soieries, ses épices, l'Asie a de tout temps attiré les Européens, les Nord-Américains, les Russes.

Il semble qu'aucun Canadien ne soit associé aux images que nous avons de l'Asie romantique d'autrefois. Et pourtant, l'Asie en a attiré dès l'époque de nos premiers voyages. Le Canada n'a-t-il pas été exploré en partie seulement par ces navigateurs cherchant la route de la Chine à travers ou autour de l'Amérique du Nord? Nos pères fondateurs savaient que notre pays devait s'étendre jusqu'au Pacifique. C'était leur objectif. Ils ont donné à la voie ferrée qui relie nos côtes le nom de "Canadian Pacific" et ont pris pour devise "D'un océan à l'autre".

Même lorsque nous avons trouvé la volonté nationale de créer le Dominion du Canada, des Canadiens pénétraient déjà profondément en territoire chinois, établissaient des écoles en Corée, enseignaient au Japon. Lorsque nous avons atteint notre maturité en tant que nation, après la Première Guerre mondiale, nous avons des représentants en Chine, au Japon et en Australie. En 1929, nous avons ouvert notre première véritable légation à Tokyo. Il s'agissait de la troisième capitale à l'extérieur du Commonwealth où nous allions établir une présence diplomatique indépendante. Lorsqu'éclata la guerre, nous avons des missions dans des régions aussi éloignées que Kobe et Shanghai, ce qui témoignait des échanges que nous effectuions déjà avec le Pacifique et de l'espoir que nous avions de les élargir.

Pendant cinq décennies, nous avons contribué à assurer à l'Asie les deux fondements du progrès - la stabilité et le développement économique. Nous avons lutté pour l'indépendance de l'Asie durant la Deuxième Guerre mondiale, puis pour la liberté de la Corée. Nous avons contribué au maintien de la paix en Indochine et au Cachemire, et nous continuons de le faire à présent en Afghanistan et dans le golfe Persique.

La politique canadienne d'aide au développement découle du Plan de Colombo, lorsque des pays industrialisés du Commonwealth ont entrepris de partager leur expérience et leur prospérité avec les nations d'Asie nouvellement indépendantes. Nous avons fourni aux nations asiatiques - de la Chine au Sri Lanka, de l'Indonésie au Népal - une aide diversifiée, notamment dans les domaines de l'économie, des communications, du développement des ressources humaines et de la construction de barrages et de routes. L'Asie reste le principal bénéficiaire de notre programme d'aide - sur sept pays au monde qui reçoivent plus de 30 millions de dollars par an au titre de l'aide bilatérale, cinq se trouvent en Asie.

Ici, au Canada, l'Asie fait maintenant partie de nous. La communauté dynamique et bien intégrée des Canadiens d'origine asiatique a contribué de façon remarquable à nos réalisations nationales : au gouvernement - témoin, le nouveau lieutenant-gouverneur de cette province; dans le domaine des arts et de l'architecture; dans ceux de la science, de la technologie et de l'industrie, de même que dans tous les autres secteurs de la vie quotidienne, ils n'ont fait qu'enrichir notre mosaïque culturelle et notre pays.

Notre vocation asiatique est cependant loin d'être nouvelle. Notre détermination aujourd'hui à poursuivre les intérêts vitaux du Canada dans la région est fondée sur des liens solides. Il y a une dizaine d'années, le Canada a commencé à élargir sensiblement la dimension asiatique de ses politiques étrangère et commerciale. En 1979, alors que j'étais Premier ministre, j'ai créé la conférence "Ouverture sur le Pacifique" à la tête de laquelle j'avais nommé M^{me} Pat Carney.

Ces dernières années, nous avons pris des initiatives dynamiques pour relever les défis qui se posaient et saisir les possibilités qui se présentaient.

La métamorphose qu'a connue l'Asie ces dernières années pourrait constituer le tournant le plus fondamental du siècle dans l'économie mondiale. Le Japon, qui a rebâti son industrie et retrouvé sa vigueur, est maintenant une superpuissance économique qui abrite vingt des plus grandes institutions financières du monde. Son économie est tellement forte que trois ans seulement après l'Accord du Louvre, les exportateurs japonais ont su

parfaitement faire face aux effets de l'"endaka", un réalignement massif - de l'ordre de quelque 70 % - du yen par rapport au dollar américain et au dollar canadien.

D'ici à l'an 2000, les avoirs du Japon à l'étranger dépasseront vraisemblablement le billion de dollars U.S. D'ores et déjà la plus grande source de capitaux au monde, le Japon est en passe de devenir rapidement le plus grand fournisseur d'aide. Pourtant, il y a à peine vingt ans, le Japon était le deuxième bénéficiaire des prêts de la Banque mondiale.

Mais le Japon n'est qu'un des exemples de réussite qu'offre l'Asie. Il y a trente ans, la Corée du Sud était un pays pauvre qui essayait de se relever tant bien que mal d'une guerre dévastatrice; aujourd'hui, elle a franchi de manière résolue la ligne qui sépare les pays développés des pays en développement, ce que la plupart des pays du monde ont tant de difficulté à faire. Taïwan a accumulé la deuxième réserve de devises étrangères en importance au monde et, à l'instar de la Corée, de Hong Kong et de Singapour, a dépassé le niveau de développement économique de certains pays de l'Europe occidentale. La Malaisie et la Thaïlande ne sont pas loin derrière. Les infrastructures industrielles de ces pays connaissent une croissance tous azimuts grâce à un yen dont la valeur ne cesse de grimper et aux investissements japonais; ils étendent leurs activités à la construction automobile, à l'électronique grand public et aux ordinateurs. L'Inde, deuxième pays au monde par sa population, est parvenue à l'autosuffisance alimentaire. Son économie est parmi les dix plus importantes au monde, elle possède l'une des plus grandes réserves de professionnels et elle peut fabriquer pratiquement n'importe quel produit industriel.

Au fur et à mesure que le Japon se hissera à des paliers de technologie toujours plus élevés, les économies nouvellement industrialisées de la région occuperont les marchés devenus libres et mettront au point leurs propres produits afin de concurrencer plus efficacement le Japon et les autres grandes économies du monde industrialisé.

L'engagement de la Chine vers la modernisation et la réforme économique semble maintenant inéluctable, malgré les ralentissements qui se produisent de temps à autre pour soulager les pressions du surinvestissement et d'un développement trop rapide. Ce pays aussi offre des nouvelles possibilités et de nouveaux défis, et vient même concurrencer le Canada dans certains de ses marchés de ressources les plus fiables. La Chine est un pays riche en main-d'oeuvre et en ressources qui, en tirant partie des capitaux, de la technologie et du dynamisme commercial du Japon, pourrait bouleverser bien des hypothèses sur l'équilibre du pouvoir économique dans les décennies à venir.

D'ici la fin du siècle, l'Indonésie, la Malaysia, la Thaïlande et les Philippines pourraient parvenir au niveau économique et au dynamisme que connaissent à l'heure actuelle les quatre "tigres". Les zones côtières de la Chine pourraient emboîter le pas. L'Inde possèdera une classe moyenne à l'aise et consommatrice de la taille de l'ensemble des États-Unis; elle deviendra une puissance économique redoutable et présentera un défi de taille aux exportateurs. Il faudra aussi compter avec l'Asie soviétique.

D'ici à l'an 2000, l'Asie dans son ensemble représentera environ 60 % de toute l'humanité - ce qui constituera à la fois un défi et des possibilités pour notre politique d'immigration. L'Asie produira facilement la moitié de tous les biens et services du monde et elle dominera bon nombre de nos nouvelles frontières technologiques.

L'évolution politique que connaît l'Asie dernièrement est presque aussi dramatique que sa croissance économique phénoménale. Qui aurait cru il y a dix ans que la Chine adopterait les principes d'une économie de marché et accepterait la critique et la dissidence internes? Que la Corée du Sud multiplierait les contacts avec des pays communistes qui, pendant de nombreuses années, refusaient même de la reconnaître? Que la Chine et l'Union Soviétique opéreraient un rapprochement? Que le Viet Nam et la Corée du Nord adopteraient des lois sur l'investissement étranger pour permettre aux multinationales étrangères d'exploiter chez-eux des filiales à part entière? Que les Soviétiques se retireraient de l'Afghanistan et les Vietnamiens du Cambodge?

L'Asie est en plein essor. Pour le Canada, les défis sont réels, fondamentaux et touchent directement les intérêts nationaux.

Aujourd'hui, mis à part notre commerce avec les États-Unis, cette région représente 43 % de nos échanges commerciaux, comparativement à 34 % pour l'Europe. Il y a cinq ans, c'était l'inverse. Le commerce bilatéral avec ces pays a atteint 28,5 milliards de dollars l'année dernière, comparativement à 16,5 milliards de dollars en 1983. Durant les neuf premiers mois de l'année, les exportations canadiennes vers le Japon se sont accrues de plus de 50 % comparativement à la même période en 1987, et nos exportations vers la Chine et Hong Kong ont plus que doublé. L'année dernière, le commerce bilatéral entre le Canada et les pays de l'ASEAN a augmenté de 33 %, passant à presque 2 milliards de dollars.

Pas moins de la moitié des immigrants canadiens viennent directement ou indirectement de l'Asie.

Il y a actuellement un afflux de capitaux en provenance du Japon, de Hong Kong, de la Corée et de Taïwan, dans l'industrie de l'automobile, des richesses naturelles, des pâtes et papiers, de l'électronique et de la technologie de pointe. Il en résulte un plus grand nombre d'emplois, de nouvelles technologies et un avenir plus prometteur pour nos enfants.

Le nombre de touristes japonais s'est accru d'environ 450 % au cours des cinq dernières années et, de tous nos visiteurs, ce sont eux qui dépensent le plus. Leur affluence devrait continuer d'augmenter en flèche au cours des cinq prochaines années et dans la même foulée, le nombre de visiteurs du reste de l'Asie augmentera rapidement.

Le gouvernement réagit de façon dynamique aux perspectives fantastiques qu'offre l'Asie :

- Nous avons mis en place des stratégies nationales visant, dans le cadre de nos relations avec le Japon, la Chine et l'Inde, à orienter les efforts des ministres, des parlementaires et des officiels vers les intérêts clés que nous possédons dans ces pays.
- Nous avons inauguré de nouveaux bureaux à Osaka, à Shanghai, à Bombay et à Auckland.
- Nous avons secondé financièrement et activement la Chambre de commerce du Canada dans les activités qu'elle mène dans cette région et nous avons applaudi l'inauguration de son bureau de commerce à Taïwan.
- Nous avons établi des mécanismes efficaces de collaboration avec l'ASEAN, notamment grâce à mes réunions annuelles avec les ministres des Affaires étrangères des pays de cette association et aux réunions du Conseil commercial ASEAN-Canada.
- Nous avons appuyé activement les initiatives de la Fondation Asie-Pacifique. Vous êtes devenus rapidement l'un des liens plus dynamiques et les plus prospectifs entre le Canada et la région de l'Asie et du Pacifique. Signalons que la Fondation jouit de l'appui de tous les partis politiques fédéraux et des gouvernements fédéral et provinciaux. Les programmes qu'elle a institués correspondent bien, à mon sens, à ce qu'il faut accomplir.

- Nous avons donné notre appui au Comité de coopération économique dans le Pacifique, au Comité économique du bassin du Pacifique et à d'innombrables conseils et comités bilatéraux de gens d'affaires.
- Au Japon, nous avons entrepris de nouvelles initiatives dans les domaines des services financiers, de la promotion des investissements, de la coopération pour la mise en oeuvre de nos programmes respectifs d'aide au développement, ainsi que dans le cadre de la collaboration scientifique et des transferts de technologies.
- En 1986, nous avons signé avec le Japon un accord en matière de sciences et de technologie dont on a justement élargi la portée cette semaine à Tokyo et qui a donné le jour à environ 90 projets actifs dans des domaines aussi variés que les matériaux industriels de pointe, la coopération spatiale, la protection de l'environnement et la biotechnologie.
- Nous comptons faire encore plus dans le domaine des sciences et de la technologie lorsque d'éminents scientifiques des deux pays auront présenté le rapport qui a été demandé conjointement par les premiers ministres Takeshita et Mulroney.
- Nous avons renforcé nos liens politiques avec le Japon; ainsi, depuis le mois de janvier seulement, nos deux premiers ministres ont eu deux réunions bilatérales, j'ai rencontré quatre fois mon homologue japonais, et mes collègues Pat Carney et John Crosbie se sont réunis à plusieurs reprises avec le ministre japonais du Commerce international et de l'Industrie.
- Nous avons lancé un programme pour établir de nouveaux services aériens vers la région de l'Asie et du Pacifique, avec beaucoup de succès d'ailleurs : de nouvelles routes vers la Chine, la Corée, la Thaïlande, Singapour, l'Inde et les Philippines ont été négociées, de même que, tout dernièrement, de nouveaux services entre Vancouver et Nagoya, et éventuellement Osaka, ainsi qu'une nouvelle route sans escale entre Toronto et Tokyo.

-- Nous avons entrepris la construction de notre nouvelle ambassade à Tokyo, laquelle abritera non seulement notre chancellerie, mais aussi des bureaux de nos partenaires provinciaux et du secteur privé, et mettra admirablement le Canada en valeur.

Ce sont là quelques mesures que nous avons prises ces dernières années.

Je crois que nous sommes en voie de développer au Canada la plupart des attitudes et des approches nécessaires pour profiter des ouvertures que le "siècle du Pacifique" peut nous offrir. Les mesures déjà prises sont concrètes et porteront leurs fruits - elles le font déjà d'ailleurs. Mais ce n'est qu'un début. Il reste bien davantage à accomplir.

On peut répartir en cinq grands domaines les programmes qu'il faudrait mettre en oeuvre pour faire du Canada un partenaire économique et politique important pour le Japon et les autres pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Ce sont des idées que je vous suggère comme point de départ des prochaines initiatives du Canada avec l'Asie et le Pacifique. Mes collègues et moi-mêmes comptons continuer de les explorer avec les provinces et le secteur privé.

Premièrement, il faut améliorer les études asiatiques au Canada, particulièrement l'étude des langues et des cultures. Cela englobe tous les aspects de la société asiatique - histoire, culture, économie, langue, mode de pensée et d'action. Si nos futurs leaders commerciaux et gouvernementaux ne peuvent pas comprendre nos partenaires asiatiques ni communiquer avec eux, nous resterons bien en arrière des autres pays qui, eux, le pourront.

Aujourd'hui, en Australie, il y a dix fois plus de jeunes étudiant le japonais qu'au Canada. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne nous distancent également. Il nous faudra faire davantage si nous voulons mieux soutenir la concurrence. Les études linguistiques et culturelles pourraient englober:

- des cours de langue et de pratiques commerciales pour les gens d'affaires;
- des cours de langues asiatiques plus nombreux, particulièrement en japonais, au niveau universitaire, joints à des études appliquées

dans les domaines des sciences et du génie et d'autres spécialités;

- un appui donné aux programmes de langue et de sensibilisation culturelle dans les écoles secondaires, y compris des programmes d'échanges.

En second lieu, nous devons améliorer la coopération scientifique et technologique, particulièrement avec le Japon. Sans préjuger des recommandations qui seront faites à nos deux premiers ministres dans le cadre de l'étude complémentaire conjointe, notre objectif est clair. Nous devons élaborer un cadre pour des programmes d'échange élargis, pour un appui direct à la collaboration dans des secteurs scientifiques clés, et pour des programmes plus modestes qui aideront nos institutions et nos chercheurs à oeuvrer de concert avec les institutions et les chercheurs japonais.

Troisièmement, nous devons renforcer les efforts de promotion commerciale et d'investissement que nous avons entrepris avec la Stratégie nationale du commerce. Cela pourrait comprendre l'ouverture de nouveaux bureaux dans la région; des programmes sectoriels de promotion des exportations; des programmes bien ciblés pour attirer les investissements; et un appui donné à des entreprises en collaboration avec des sociétés asiatiques pour la pénétration des marchés de tiers pays.

Quatrièmement, nous devons multiplier les programmes qui aideront les Canadiens à mieux connaître l'Asie et vice-versa. Nous devrions par exemple encourager et aider les programmes de recherche sur des questions liées à la région du Pacifique dans nos universités et fondations, y compris la Fondation Asie-Pacifique; financer les visites au Canada de jeunes leaders et journalistes éminents d'Asie; favoriser les stages de jeunes Canadiens au Japon et de jeunes Japonais au Canada; et élargir le programme culturel et de communications en mettant à profit les installations extraordinaires de notre nouvelle ambassade à Tokyo.

Les États-Unis, l'Australie et toutes les grandes nations européennes mènent déjà des programmes et des projets semblables à ceux que j'envisage - le problème est que leur dynamisme en ce domaine risque de les amener à mieux comprendre le Japon et d'autres pays clés de la région et à y avoir une plus grande visibilité que nous. Il n'est pas inutile de rappeler ici que de tous les pays de l'OCDE, seule l'Australie est aussi tributaire que le Canada du commerce avec l'Asie.

Enfin, il se pose la question de l'institutionnalisation dans le Pacifique. Il n'existe en effet aucun équivalent, dans cette région, du réseau d'organisations et d'institutions nord-atlantiques qui relie les pays de l'Europe et de l'Amérique du Nord sur les plans de la politique, de l'économie et de la préservation de la paix.

Si un sens de la collectivité commence réellement à se développer parmi les pays en bordure du Pacifique, la manière dont cela se traduira dans des structures institutionnelles sera d'une importance vitale pour la coopération multilatérale et la coordination des politiques. Le Canada joue déjà au sein du Comité de coopération économique dans le Pacifique un rôle de premier plan dans l'examen de cette institutionnalisation et dans la promotion d'un dialogue positif, axé sur l'avenir, entre pays développés et nouveaux pays industrialisés. Nous devons continuer à participer directement à l'édification des institutions du Pacifique, et veiller à ce que celles qui se font jour nous permettent de poursuivre et de favoriser nos intérêts nationaux et de projeter de nous-mêmes l'image d'un intervenant majeur dans les affaires du Pacifique.

Mesdames et Messieurs, ce ne sont pas là des réponses définitives à la question de savoir comment nous gérerons nos affaires sur l'échiquier asiatique de demain. Ce sont là simplement quelques idées que nous devrions examiner ensemble au moment où nous édifions un consensus national sur notre avenir de nation du Pacifique.

Nous devons faire montre de créativité, de souplesse et de détermination. Le défi à relever est imposant, mais les possibilités sont énormes. En concertant nos efforts, nous pouvons favoriser l'épanouissement de notre vocation dans le Pacifique, laquelle, tout en étant enracinée dans le passé, est orientée vers l'avenir.